

Déclaration liminaire

CDEN du 1^{er} juillet 2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Difficile année pour tous...

Difficile année pour les enseignants que nous représentons entre masques/pas masques, EPS/pas EPS, continuité pédagogique présentielle/distancielle (parfois même les deux en même temps), fermeture de classe/pas fermeture de classe selon le variant et le nombre de cas positifs ou de cas contacts en fonction du variant que ce soit dans le foyer ou hors foyer, etc. N'oublions pas que cette adaptabilité s'est inscrite dans le cadre de 39 FAQ différentes pour 36 semaines d'enseignements, FAQ au mieux mise en ligne la veille pour une application le lendemain car parfois l'antidatage fût la règle. Et que dire des informations qui transitent non pas par la voie hiérarchique mais via les médias, mettant ainsi à mal aussi bien les équipes sur le terrain qu'IEN et autres acteurs ? Et pourtant, ils ont malgré tout fait tourner la boutique.

Difficile année pour nos collègues administratifs qui eux aussi ont dû s'adapter sans cesse entre travail en distanciel et en présentiel. Pas simple pour organiser le travail d'équipe alors que des dossiers comme carte scolaire, mouvement, promotions nécessitent l'expertise de chaque membre de l'équipe, d'autant plus que les informations arrivent tardivement et au compte-gouttes. Et pourtant, ils ont malgré tout fait tourner la boutique

Difficile année pour les élus qui, tout comme directrices et directeurs ou chef-fe-s d'établissement, se sont trouvés confrontés à la mise en place de protocoles parfois inapplicables, souvent onéreux et bien trop souvent sous couvert du label « QCP », Quand C'est Possible, engageant la responsabilité de chacun des acteurs mais pas celle des décideurs. Et pourtant, ils ont malgré tout fait tourner la boutique.

Difficile année aussi pour les parents qui ont souvent dû trouver des solutions en dernière minute et qui, parfois, ont dû même se résoudre à quitter leur emploi pour pallier aux carences institutionnelles.

Difficile année aussi pour nos jeunes qui avaient cours en présentiel ou en distanciel ou dans un mode hybride, le tout sans grande interactions sociales alors qu'ils sont à l'âge de la construction de leur identité citoyenne grâce aux repères apportés par l'école tant au niveau des connaissances qu'à celui, tout aussi important, du vivre ensemble.

Alors oui, on n'était pas prêt. Pas plus prêt cette année scolaire que la précédente, à croire que les déboires passés n'ont pas servis de leçons. Les mêmes erreurs ont été réitérées : grandes annonces médiatiques et une seule règle sur le terrain, DÉ-BROU-ILLEZ-VOUS !

Si c'est là la politique respectueuse et responsable adoptée pour la mise en place d'une école de la bienveillance, nous doutons de l'efficacité. Professionnels et usagers sont de moins en moins dupés, les urnes en sont la preuve.

Au niveau local, la problématique du remplacement est criante, problématique qui n'est liée qu'en partie à la crise sanitaire puisque les suppressions d'emplois à ce niveau sont dénoncées depuis des années par l'UNSA Education, les autres OS et les associations de parents.

Monsieur l'Inspecteur l'Académie, vous vous êtes engagé lors du CTSD dernier et lors de l'audience de la semaine passée avec les représentants du collectif éducation 67 à mener une politique pluriannuelle de reconstitution d'une brigade en nombre suffisant pour permettre de couvrir les besoins. Nous nous permettons de vous rappeler que ces besoins ne se cantonnent pas aux remplacements pour raison de santé mais bien aussi à ceux pour la formation aussi bien initiale que continue, formations indispensables pour assurer un service public de qualité. Soyez assurés que l'UNSA Education, aux côtés des autres membres du collectif, restera très attentif au respect de cet engagement fort.

Enfin, dernier point sur lequel nous attirons votre attention comme celle de chaque membre de cette instance, la maternelle.

En effet, la maternelle ne doit pas, ne doit plus être la variable d'ajustement de la carte scolaire. Une véritable politique de valorisation et d'accompagnement doit être mise en place au plus tôt pour cette maternelle premier échelon de l'institution Education Nationale et qui installent les bases de la formation de notre jeunesse. Et comme vous le savez, quand les bases sont fragiles, la suite est plus difficile.

On ne peut pas continuer à ne pas ouvrir de postes en février et ne plus avoir de moyens disponibles en juin pour faire des ouvertures pourtant indispensables. Vous allez nous répondre que vous allez ouvrir des classes fin août. Non, vous n'allez pas ouvrir de classes fin août, vous allez mettre des moyens supplémentaires pour une année, ce ne sont surtout pas des créations mais un pansement pour cacher la misère. Et encore, le nombre ne dépendra pas des besoins mais uniquement des moyens dont vous disposerez à ce moment, moyens qui dépendent des aléas du mouvement et des postes spécifiques non pourvus, essentiellement des postes RASED. En général, c'est une petite quinzaine à se partager entre la maternelle et l'élémentaire et ce sera moins encore puisque vous voulez en prélever quelques unités pour abonder la brigade de remplacement.

L'UNSA Education restera attentive et agira pour une évolution positive de cette politique car la maternelle c'est indispensable et c'est bien pour cette raison que l'instruction et donc la scolarisation pour plus de 97% des enfants a été rendue obligatoire dès 3 ans.

Il nous reste à souhaiter à chacun un bel été, des vacances reposantes et de participer à l'effort national pour endiguer cette épidémie et ainsi éviter de nouveaux confinements l'automne venu.

Je vous remercie.